

Des dirigeants autochtones refusent l'état de siège à El Estor, au Guatemala

Image not found or type unknown

Guatemala, 26 octobre (RHC) Des dirigeants et des Maires autochtones d'Izabal et d'Alta Verapaz ont manifesté aujourd'hui contre l'état de siège décrété par le gouvernement guatémaltèque à El Estor, Izabal.

La marche pacifique est partie de la Place de la Constitution, dans la capitale, a également reçu le soutien des autorités des 48 cantons de Totonicapán pour rejeter la mesure d'exception imposée par le président Alejandro Giammattei pour rendre invisible la résistance q'eqchi' à l'exploitation minière sur leurs territoires.

Le groupe a porté plainte auprès du ministère public contre Giammattei et le ministre de l'Intérieur Gendri Reyes, à la suite de l'usage violent de la force policière pour déloger un sit-in sur la route près de l'usine de traitement Pronico.

Ils exigent également la participation légitime de leurs véritables représentants au processus de pré-consultation sur la mine de Phoenix.

La déclaration de l'état de siège à El Estor, Alta Verapaz, a suscité des critiques d'organisations civiles, car elle permet aux forces de sécurité de maintenir le contrôle local pendant 30 jours et de restreindre les droits constitutionnels, conformément au texte du décret 9-2021.

Environ 500 soldats et 350 policiers sont arrivés à El Estor en camions, patrouilles et même dans des véhicules blindés pour faire respecter l'ordre et un couvre-feu de 12 heures, a indiqué la presse communautaire, qui a également fait état de perquisitions dans les locaux de deux stations de radio locales.

En réponse à la convocation de la plénière législative pour l'après-midi, les groupes d'opposition Semilla, Winaq et Mouvement pour la Libération des Peuples ont rejeté la mesure d'exception, en la considérant comme 'une action qui met en évidence la logique répressive et l'absence de dialogue du président Alejandro Giammattei'.

Nous demanderons l'annulation du décret parce qu'il met en danger la sécurité des communautés, ne garantit pas la résolution du conflit et ne profite qu'à l'entreprise minière Compagnie Guatémaltèque du Nickel/Pronico, a assuré le parti Semilla dans un communiqué de presse.

Pour sa part, le gouvernement, par la voix du ministre de l'Energie et des Mines Alberto Pimentel, a démenti ce lundi l'idée que l'arrêt de la Cour de Constitutionnalité (CC) sur le projet minier de Phoenix ne soit pas respecté, comme le prétendent les medias, selon lui, de manière erronée.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/275104-des-dirigeants-autochtones-refusent-letat-de-siege-a-el-estor-au-guatemala>



Radio Habana Cuba